



attac

# Le Courriel d'information

n°357 – Mardi 27 août 2002

## SCANDALES ET REPRESSION

### Dans ce numéro

#### **1. Les enquêteurs américains ont raté la pègre russe lors du scandale de la Bank of New York** (Par Lucy Komisar et Ivan Feranec)

Une opiniâtre enquête européenne sur la criminalité internationale a révélé que des dirigeants présumés de la mafia russe opéraient aux États-Unis. Lucy Komisar et Ivan Feranec, collaborateurs de PNS (Pacific News Service), rapportent qu'il y a trois ans le Ministère américain de la Justice n'a pas été à la hauteur au moment du scandale de la Bank of New York, scandale qui maintenant menace d'exploser.

#### **2. Un syndicaliste russe arrêté juste avant la venue de Poutine en Sibérie** (Carine Clément)

Le pouvoir garde les bonnes habitudes de l'époque tsariste. Lorsque le chef d'Etat arrive dans une région, il faut faire place nette et neutraliser les voix protestataires.

#### **3. France. L'action des mouvements sociaux ne doit pas être criminalisée** (Par ATTAC France)

La condamnation par le tribunal correctionnel de Strasbourg d'Ahmed Meguini à 8 mois d'emprisonnement, dont trois mois fermes, pour violences commises sur un policier lors d'une manifestation, constitue un déni de justice.

#### **4. Algérie. Non à la misère !** (Par Adel Abderreza et Chouicha Kaddour)

L'Algérie n'échappe pas à ce processus. Depuis la fin des années 80, elle subit les programmes draconiens imposés par le FMI et la Banque Mondiale. Après l'intifadah rampant de l'ère Chadli, les gouvernements de Hamrouche, de Reda Malek et d'Ouyahia ont mis en œuvre des politiques d'ajustements structurels qui ont enterré un secteur industriel public en crise, qui ont poussé au délabrement des services publics (santé, éducation, protection sociale,...) et réduit au chômage et à la pauvreté plus de 15 millions de citoyens algériens.

#### **5. La privatisation : une mesure Made in Pérou ?** (Par Raúl Luna Rodriguez)

Un tiers de la population péruvienne s'est exprimée ouvertement contre les privatisations. Les manifestations de protestation et de rejet se sont développées dans tout le sud et plus récemment dans les régions de Junín et Huancavelica, Piura, Talara. Les sondages montrent un rejet populaire de 70 %.

#### **6. Dis-nous quelque chose de gauche !** (Par Philippe Marlière)

Dans une scène d'Aprile de Nanni Moretti, le cinéaste regarde un débat télévisé qui oppose Massimo d'Alema, alors leader des Democratici di Sinistra (ex-PCI) et Silvio Berlusconi. Reconvertie en l'espace de dix ans en néo-crapule blairiste, l'ex-crapule stalinienne balbutie quelques propos incompréhensibles et répond mollement au représentant de la droite dure. Il Cavaliere est rayonnant, savourant déjà la mise à mort de cet adversaire de parodie.

#### **Les enquêteurs américains ont raté la pègre russe lors du scandale de la Bank of New York**

Par Lucy Komisar et Ivan Feranec  
Traduction. Michel Thelia. Traducteurs bénévoles  
[coordintrad@attac.org](mailto:coordintrad@attac.org)

NEW YORK – Il y a près de trois ans, le Ministère de la Justice qualifia le scandale de blanchiment d'argent de la Bank of New York (BoNY) de "simple" machination russe d'évasion fiscale.

Maintenant, des enquêtes européennes montrent que la BoNY était une filière du crime organisé. Et, selon un document obtenu par Pacific News Service, certains des présumés dirigeants de la mafia russe opéraient librement aux États-Unis.

Le scandale grandissant révèle la dangereuse hésitation de Washington à affronter les réseaux criminels internationaux.

En août 1999, des enquêteurs américains découvrent que des Russes ont blanchi au moins 7 milliards de dollars par l'intermédiaire de comptes



attac

à la BoNY, un important établissement américain effectuant beaucoup de transactions russes.

Peter Berlin et Lucy Edwards, un couple russe de New York, avait établi des sociétés de couverture qui ouvraient des comptes à la BoNY. Edwards était vice-présidente de la banque pour l'Europe de l'Est. En 1999, après avoir tous deux été mis en examen, ils négocièrent pour que les chefs d'inculpation soient revus à la baisse; et ils parlèrent. Le FBI communiqua ces renseignements aux enquêteurs français et italiens qui s'aperçurent que le blanchiment d'argent, objet de leurs recherches, faisait partie d'un immense réseau.

Maintenant, de nouvelles preuves montrent que les comptes bancaires permettaient de faire circuler des profits criminels allant du trafic de drogue, d'armes et de personnes, de l'extorsion, du meurtre professionnel et de la fraude.

À partir de 1996, des groupes criminels russes utilisaient la BoNY pour blanchir 3 milliards de dollars par an. Les fonds étaient transférés en Europe et investis dans des affaires légales, ou renvoyés en Russie à des entreprises contrôlées par la mafia.

En juin, cinquante personnes appartenant à l'opération étaient détenues en Europe. 51 autres sont potentiellement susceptibles d'arrestation et 49 font l'objet d'une enquête. La plupart sont russes; beaucoup sont italiennes ou françaises. Plusieurs habitent et opèrent aux États-Unis.

Le procureur italien Enrico di Nicholas, qui coordonne "l'Opération Toile d'Araignée" ("Operation Spiderweb"), a demandé au principal magistrat enquêteur de Bologne, Paolo Giovagnoli, des mandats d'arrêts pour 101 personnes. Sa liste du 16 mars, non publiée mais obtenue par PNS, comprenait Berlin et Edwards, bien qu'ils ne se trouvent pas parmi les 50 détenus.

L'enquête débuta en 1998 quand la police russe demanda au FBI de l'aider à retrouver la rançon de 300.000 dollars payée après l'enlèvement d'un homme d'affaires. L'argent avait été transféré de la banque de la victime à San Francisco, par la BoNY, sur un compte extraterritorial et, finalement, à la banque Sobin de Moscou. Sobin était contrôlée par Aleksandr Mamut, chef de cabinet du président Boris Yeltsin. "BoNY-compte extraterritorial-Sobin" était une route très fréquentée.

Dans sa lettre du mois de mars, di Nicholas demanda la détention de trois présumés importants personnages criminels qui ne furent pas arrêtés.

Di Nicholas déclare que Grigori Loutchansky, "un dirigeant de la mafia russe", contrôle la société française Kama Trade, dispositif central d'un réseau de blanchiment. Il ajoute que cette société était liée à une autre, appelée Nordex, que Loutchansky avait fondée à Vienne en 1989 sur l'ordre de la "Vieille Garde" communiste afin de faire circuler de l'argent liquide en provenance de pillages des États et de biens du parti et, plus tard, d'activités criminelles.

Loutchansky revendique qu'il a gagné des procès en diffamation contre ces accusations. "Il est totalement faux que j'aie été impliqué dans la mafia, dans le blanchiment d'argent ou dans toute autre activité criminelle," a-t-il écrit dans une déclaration remise par son avocat londonien.

Di Nicholas a déclaré que Semion Mogilevich, un homme d'affaires établi à Budapest, était une source d'argent sale en provenance de trafic de drogue, de prostitution, de commerce illégal d'objets précieux et d'objets d'art, d'extorsion et de blanchiment d'argent. Il a ajouté que Mogilevich avait des activités à Los Angeles, Miami, Philadelphie et San Diego, aussi bien qu'à Moscou, Prague et Tel Aviv. Les autorités britanniques ont identifié 200 millions de dollars que des sociétés ou des individus liés à Mogilevich ont envoyés par l'intermédiaire de la succursale londonienne de BoNY en 1998-99.

Sollicité pour des commentaires, par l'entremise de sa société Arigon à Prague, Mogilevich n'a pas répondu.

Selon di Nicholas, Yossif Davydovich Kobzon, un chanteur surnommé "le Sinatra russe", a opéré à New York, Los Angeles et Miami, de même qu'en Russie et en Europe. Élu deux fois au parlement russe, Kobzon aurait été impliqué dans un trafic d'armes, et les États-Unis lui ont refusé plusieurs fois un visa, la dernière fois en janvier 2001.

Kobzon a été contacté par l'intermédiaire de son gendre, Yuri Rapoport, et de son bureau de Moscou, mais n'a fait aucun commentaire.

Di Nicholas a demandé également l'arrestation de six individus moins connus et ayant des adresses aux États-Unis.

Les Américains devraient s'inquiéter si des personnages de la mafia russe opèrent vraiment



attac

aux États-Unis. L'examen du Ministère de la Justice dans les malversations de la banque fut abandonné après que BoNY promit simplement d'améliorer la vérification des identités de ses clients et des transferts d'argent suspect.

En juin, au cours d'un colloque sur l'argent sale à la Brookings Institution de Washington, le représentant du ministère public de New York, Robert Morgenthau, mit en doute que le Ministère de la Justice ait "effectué une enquête complète" sur le cas. Un officiel de haut rang du bureau du représentant du ministère public déclara que le Ministère de la Justice ne voulait pas leur fournir de renseignements et leur avait dit d'abandonner l'enquête.

Il y a une décennie, Morgenthau avait encouru le même mécontentement fédéral lorsqu'il avait porté plainte contre les dirigeants de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), basée au Pakistan, laquelle fit faillite dans une fraude gigantesque où "disparurent" 8 milliards de dollars. Une enquête par la sous-commission du Sénat sur le terrorisme, les drogues et les opérations internationales, sous-commission présidée par John Kerry, sénateur démocrate du Massachusetts, découvrit que la CIA utilisait la BCCI pour financer ses clients, y compris Oussama Ben Laden.

Les cas de la BCCI et de la BoNY montrent le danger de laisser couvrir des réseaux criminels. Khalid Ben Mafouz, l'officiel no 2 de la BCCI qui s'en tira avec une petite amende et ne raconta jamais où allèrent les milliards manquants, est le beau-frère d'Oussama Ben Laden et l'un de ses financiers réputés.

Contacts pour cet article : Lucy Komisar ([lkomisar@msn.com](mailto:lkomisar@msn.com)) est une journaliste new-yorkaise; Ivan Feranec est journaliste à l'agence de presse tchèque CTK à Prague.

## **Un syndicaliste russe arrêté juste avant la venue de Poutine en Sibérie**

Par Carine Clément

Le pouvoir garde les bonnes habitudes de l'époque tsariste. Lorsque le chef d'Etat arrive dans une région, il faut faire place nette et neutraliser les voix protestataires.

Ce principe dit du "village Potemkine" a encore été mis en pratique par les autorités locales pour accueillir Poutine dans la ville minière d'Anjero-Soudjensk. Les militants de la Confédération sibérienne du travail (SKT) avait prévu un

meeting de protestation pour le 20 août, jour d'arrivée du Président russe. Ils ont prévenu les autorités municipales dans les délais légaux, mais celles-ci ont refusé d'autoriser le rassemblement. Le maire de la ville, Ivchin, a proposé des négociations au dirigeant de la section locale de la SKT, Volodia Vorobiov. Celles-ci ont eu lieu à une semaine de l'arrivée de Poutine et le maire s'est engagé à donner satisfaction à une liste de revendications, en échange de la levée du meeting.

Mais, la veille des "festivités", aucune mesure n'avait encore été prise pour satisfaire les revendications. Les syndicalistes de la SKT locale, réunis en assemblée générale, ont donc voté pour le maintien du meeting, qu'il soit ou non autorisé. Et aujourd'hui, 20 août, une heure avant le début du meeting, Vorobiov a été arrêté en sortant de chez lui. Nous sommes sans nouvelles de lui pour le moment.

En son absence, le meeting se déroule néanmoins, avec un fort risque d'intervention policière musclée. Le meeting est consacré à la réforme du système de gestion communale des logements (qui consiste en sa privatisation feutrée et en une augmentation drastique des charges communales). Les revendications sont les suivantes:

-l'augmentation du salaire minimum au niveau du minimum vital, de façon à ce que les salariés puissent payer les charges.

-correspondance entre les tarifs communaux et la qualité des services.

-contrôle financier indépendant de l'organisation chargée de la gestion communale des logements.

-augmentation des subsides fédéraux (diminués récemment) au système de gestion communale des logements.

Les revendications soumises plus spécifiquement à la Municipalité (et qu'elle a finalement ignorées) étaient les suivantes:

-panneau d'affichage dans la ville pour les organisations politiques et syndicales.

-transparence dans la gestion du système de gestion communale des logements.

Pendant le mois précédant la tenue du meeting Vorobiov et les autres leaders de la SKT local ont subi une lourde pression de la part de la police, du FSB, des fonctionnaires du pouvoir régional (région de Kémérov) et local. Il est actuellement



attac

retenu dans un lieu inconnu. Pour les lecteurs du "Messenger", Vorobiov est un militant connu. Il est venu en France en juin 2002 à l'invitation de SUD-PTT. Il a participé, avec deux autres délégués de Russie, à la réunion syndicale internationale tenue à Paris le 1er juillet, dans le cadre de la préparation du Forum social européen.

Vous pouvez adresser vos messages de protestation à:

1) Gouverneur de la région de Kémérov, Aman Touleev, fax: (007-3842) 23-31-56

2) Maire d'Anjero-Soudjensk, V.A.Ivchin, fax: (007-38453) 2-34-56, e-mail: [adm@asf.ru](mailto:adm@asf.ru)

3) Copie pour Volodia: [risok78@mailru.com](mailto:risok78@mailru.com)

Contact pour cet article Carine Clément [groupe-est@attac.org](mailto:groupe-est@attac.org)

### **France. L'action des mouvements sociaux ne doit pas être criminalisée**

Par ATTAC France

Déclaration d'Attac France à propos de la condamnation d'Ahmed Meguini

La condamnation par le tribunal correctionnel de Strasbourg d'Ahmed Meguini à 8 mois d'emprisonnement, dont trois mois fermes, pour violences commises sur un policier lors d'une manifestation, constitue un déni de justice. Basée sur la seule foi des déclarations de police, cette condamnation illustre une fois de plus, la répression accrue que subissent aujourd'hui les acteurs du mouvement social.

Ainsi, après les peines de prison infligées à José Bové, aux syndicalistes de la Confédération paysanne, après les condamnations qui frappent des militants d'Attac et celle d'Alain Hébert, militant CGT, à 6 mois d'emprisonnement, dont un mois ferme, c'est maintenant le tour d'un jeune militant associatif qui lutte pour l'égalité des droits, d'être victime d'un jugement inique.

Cette attitude de la justice vis-à-vis de militants du mouvement social doit être comparée avec le laxisme dont elle fait preuve envers les violations du code du travail - plus de 10 000 infractions à celui-ci ne sont jamais poursuivies -, la délinquance financière et plus généralement les délits commis par les puissants de ce monde.

Attac s'élève contre cette justice à deux vitesses. Aux militants qui luttent contre l'injustice

quotidienne que secrète l'application des préceptes libéraux, les rigueurs de la loi, aux "représentants de la France d'en haut", la complaisance de la justice. Attac appelle tous les démocrates à exprimer leur indignation et à agir pour une justice équitable.

Contact pour cet article: [attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)

### **Algérie. Non à la misère !**

Par Adel Abderreza et Chouicha Kaddour (syndicalistes du CNES)

L'année 2002 s'annonce une année pleine d'incertitudes aussi bien sur le plan politique qu'économique. L'oeuvre destructrice de la mondialisation libérale continue mais sur fond de récession économique, car la croissance de l'économie mondiale marque le pas avec son lot de chômage, de précarité et de violence sociale. En plus, la situation politique marquée par les évènements tragiques du 11 septembre 2001 est l'occasion pour l'occident capitaliste et les Etats-Unis en particulier, d'asseoir leur hégémonie sur l'économie-monde et la géopolitique mondiale en usant de guerres, "d'opérations chirurgicales" et de chantages économiques.

L'option néo-libérale inaugurée par Thatcher en Grande-Bretagne et Reagan aux Etats-Unis à la fin des années 80, sera adoptée par toute l'Europe et généralisée à l'Asie et à tous les pays du Tiers-monde dont l'Algérie. Il en résulte des politiques économiques fondées sur le primat des critères monétaires et financiers tournant le dos aux besoins sociaux et à toute perspective de développement durable pour les pays sous-développés. Les conséquences de ce processus de "mondialisation libérale" sont connues : chômage massif, désindustrialisation, baisse très nette des salaires réels, élargissement des inégalités sociales, augmentations des surprofits capitalistes, résurgences des formes de dépendances néo-coloniales, de la malnutrition et de la pauvreté de masse, etc.

L'Algérie n'échappe pas à ce processus. Depuis la fin des années 80, elle subit les programmes draconiens imposés par le FMI et la Banque Mondiale. Après l'intifadah rampant de l'ère Chadli, les gouvernements de Hamrouche, de Reda Malek et d'Ouyahia ont mis en œuvre des politiques d'ajustements structurels qui ont enterré un secteur industriel public en crise, qui ont poussé au délabrement des services publics (santé, éducation, protection sociale,...) et réduit au chômage et à la pauvreté plus de 15 millions de citoyens algériens. Ces effets, même si ils ont été



attac

longtemps occultés par les évènements de ces dix dernières années où la violence intégriste et la tout sécuritaire du pouvoir ont été un concentré de tragédies, ne cessent de travailler au démenbrement de la société et à la dislocation du tissu industriel et social. Ce contexte tragique a inévitablement anesthésié le mouvement social et laissé le terrain libre à la libéralisation économique à outrance et à la privatisation des biens publics au dinar symbolique. Les tenants des appareils d'Etat, les prédateurs du secteur public et les arrivistes de l'ère affairiste se sont inscrits dans le tout-marchand et le laisser-faire, laisser-aller, accumulant, sans aucun scrupule, richesses matérielles et arrogance sociale face à une majorité de la population largement pauprisée et marginalisée. La société algérienne a essayé tant bien que mal de résister aux coups que lui assénaient les "chargés de mission" de l'option néo-libérale que ce soit dans leur version "moderniste" ou leur version "islamiste". Le mouvement social, désarçonné par l'alignement de la majorité des partis politiques sur les choix libéraux du pouvoir, par une UGTA réduite à un rôle d'auxiliaire de ce dernier et par un contexte de violence politique peu favorable à l'action sociale, n'a pas cédé à la résignation. Des velléités de résistance au "tout libéral" se sont exprimées aussi bien à travers le mouvement syndical (des secteurs combattifs de l'UGTA, des syndicats autonomes,...) que dans la rue à travers des mouvements de protestation et des émeutes populaires dont le dernier en date et le plus radical est le mouvement populaire en Kabylie.

On ne peut indéfiniment fermer les horizons sociaux à toute une jeunesse sans voir cette même jeunesse s'exprimer à travers les seuls moyens qui lui restent, c'est-à-dire l'émeute dans la rue. On ne peut indéfiniment licencier des centaines de milliers de travailleurs, installer dans la précarité des millions d'algériens et noircir leur devenir social sans créer des situations de désespoir social propices aux idéologies irrationnelles et aux populismes régressifs.

Actuellement, le gouvernement algérien tente de parachever cette mise à mort du tissu industriel algérien et de l'économie publique en concrétisant la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE) et en préparant l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Sans aucun débat de fond et public, les autorités algériennes veulent nous entraîner, à travers leur politique, dans l'aggravation de la crise que nous traversons et faire de l'Algérie un segment du marché mondial pour les marchandises des pays développés et une chasse gardée des multinationales en ce qui concerne

l'approvisionnement en pétrole de ces même pays. L'insertion de notre pays dans la globalisation capitaliste nous enferme dans une logique de marchandisation destructrice. Le peuple argentin des bidonvilles et des usines privatisées nous montre le chemin, lui qui, par sa détermination, a fait fuir le président de la République en occupant les rues pour protester contre la misère sociale générée par la politique néo-libérale du gouvernement et le diktat des institutions internationales.

Nous ne pouvons subir sans réagir. Nous ne pouvons cautionner cette convergence libérale où, islamistes et démocrates, apparatchiks de l'Etat et trabandistes font consensus sur le choix libéral derrière le pouvoir politique sur le dos de la société. Notre position n'est ni celle des nostalgiques du socialisme spécifique algérien, ni celle de ceux qui, logés dans la bureaucratie politique, administrative (holdings, ministère) ou syndicale, essaient de faire perdurer leur situation de prédateurs et de rentiers du monde du travail. Nous sommes clairement opposés aux chantres du libéralisme, de l'économie de marché et de la mondialisation sous son aspect le plus hideux, c'est-à-dire la misère pour la majorité et l'essentiel des richesses pour la minorité sociale.

Le mouvement alter-mondialiste qui se bat contre le modèle néo-libéral et la transformation du monde en marchandise et qui a su créer un pôle de résistance international à la mondialisation libérale participe activement et efficacement à esquisser par ses actions et sa réflexion une alternative à la mondialisation libérale. Notre position ne peut que rejoindre celles et ceux qui se battent au niveau international pour une mondialisation sociale, c'est-à-dire qui place comme première préoccupation la prise en charge des besoins de la population à travers des modes de développement qui échappent au despotisme de la marchandise et du profit.

Notre objectif est de construire ensemble une association qui aura à cœur de débattre et de vulgariser ces questions qui restent accaparées par les pseudo-experts et de se battre pour exiger une autre politique économique. Elle sera un cadre de réflexion et d'action où universitaires, syndicalistes, acteurs associatifs et citoyens conjugueront leurs efforts pour construire ensemble un courant d'opposition à ce libéralisme débridé porté par la mondialisation libérale, au sein de l'opinion publique, dans les médias, dans le mouvement syndical et social, ...

Ce texte trace les bases programmatiques élémentaires d'une telle action et n'est qu'un



attac

projet qu'il faudra discuter et enrichir afin que tous ceux qui veulent se battre sur ce terrain puissent se regrouper et s'organiser dans une association dont il faudra définir les contours ensemble.

Contact pour cet article. Adel Abderrezak  
[a\\_adel@yahoo.fr](mailto:a_adel@yahoo.fr)

## La privatisation : une mesure Made in Pérou ?

Par Raúl Luna Rodriguez  
Traduction. [Coorditrad@attac.org](mailto:Coorditrad@attac.org) traducteurs bénévoles

Un tiers de la population péruvienne s'est exprimée ouvertement contre les privatisations. Les manifestations de protestation et de rejet se sont développées dans tout le sud et plus récemment dans les régions de Junín et Huancavelica, Piura, Talara. Les sondages montrent un rejet populaire de 70 %. Les fonctionnaires du gouvernement ont signalé qu'il existe peu d'information sur les bienfaits de ce nouveau processus.

Cette mesure aujourd'hui proposée par le gouvernement n'est cependant pas très originale. Elle fait partie des Programmes d'Ajustement Structurels que le FMI et la Banque Mondiale ont imposés au Pérou et à l'Amérique latine depuis l'époque de Morales Bermúdez. Le cas récent de la chute de l'Argentine, qui a tout privatisé, le prouve : l'Argentine, après avoir passé avec succès de l'examen du FMI, haut la main et avec les félicitations du jury, est en pleine crise depuis quelques mois.

Aujourd'hui, c'est un pays en faillite.

Le mythe de l'Etat mauvais et de la bonne entreprise privée

L'évidence empirique mondiale ne donne pas de preuve démontrant que le monopole de l'efficacité appartient au privé, à l'opposé du monopole de la bureaucratie, à la lenteur et au manque de compétitivité de l'action de l'Etat. Des phrases idéologiques, répétées jusqu'à l'épuisement, et qui – sans être jamais mises en doute – se sont profondément ancrées dans l'imaginaire populaire. Mais, est-ce pour autant vrai ? Ou n'est-ce qu'un mythe de plus apporté par les faiseurs d'opinions publiques ?

Nous, péruviens et péruviennes, avons contemplé le démantèlement de la Sécurité Sociale et avons vu naître les assurances santé et les cliniques.

Ceux de nous qui utilisent ces services privés ont pu constater que ces entreprises privées ont leurs défauts : des attentes longues, une mauvaise surveillance médicale, un manque de médicaments, des coûts excessifs, peu de maladies couvertes, un équipement désastreux et de nombreuses morts dues à des négligences médicales et administratives. Nous, usagers, avons nos critiques et ne percevons pas d'amélioration du service.

Dans le monde, il existe différentes expériences d'entreprises publiques : l'éducation principalement publique en France et en Angleterre, la télévision anglaise de première qualité, les systèmes de santé nordiques, ne sont-ils pas efficaces ? Ou le système d'éducation japonais – public – n'est-il pas à la hauteur ? La NASA, certainement une des organisations d'avant-garde en matière de recherche scientifique et technique à l'échelle planétaire, est une entité fédérale, publique états-unienne. Tous sont efficaces. L'éducation en France et en Angleterre, assurées par ces Etats, est de qualité. Ce n'est malheureusement pas le cas au Pérou.

La population péruvienne ne croit pas aux privatisations

Il est certain qu'il y a beaucoup d'inefficacité dans le développement des entreprises de distribution de l'électricité et de l'eau. Il est d'autant plus certain que ce n'est pas dû au seul fait d'une mauvaise gestion intrinsèque par l'Etat, mais aussi au fait que cet Etat est aujourd'hui en train de vendre ses entreprises. Que cet Etat a été corrompu par de nombreuses entreprises privées. Il est aussi certain que de nombreuses entreprises privées font du lobbying pour le démantèlement des entreprises publiques, qui en raison de leur perte croissante d'efficacité, seront vendues largement en dessous de leur véritable valeur.

Dans différents pays d'Amérique Latine, les Etats ont joué le « mauvais rôle », en subventionnant le processus de privatisation, par exemple, en réalisant d'importants investissements au moment de la vente, en licenciant des travailleurs pour transmettre aux nouveaux propriétaires une assiette salariale réduite, en augmentant l'inefficacité pour justifier que l'Etat est très mauvais gestionnaire, et parfois en désinformant sur des actifs sous-évalués. Quelques entreprises candidates à l'achat ont corrompu des fonctionnaires de l'Etat.

Privatisation ou vente aux enchères



attac

Le gouvernement, par l'intermédiaire de la COPRI, a signalé que les entreprises EGASA et EGESUR seraient vendues pour 156 millions de dollars. Ce prix a été déterminé au moyen de la même méthode d'évaluation employée par le gouvernement de Fujimori. Le Président de la Commission à l'Energie et aux Mines du Congrès soutient que les deux entreprises ont une valeur d'au moins 260 millions. Dans le sud du Pérou, on avance une valeur de 450 millions de dollars. Toutes deux sont des entreprises en pleine activité, il n'y aura pas de période de rupture ni de risque d'une diminution de la demande. Nous devons rappeler le prix de vente de Telefónica, proposée sur le marché par le gouvernement à hauteur de 500 millions et achetée 2,5 milliards de dollars. Nous réalisons aujourd'hui que ce prix était très bas. Un autre cas est celui de Electro Andes que la COPRI a introduit sur le marché à 120 millions et finalement achetée pour 227 millions. L'offre et la demande n'expliquent pas cette variation de prix. Le problème vient de la méthode utilisée pour évaluer le prix des entreprises publiques, qui les sous-évalue systématiquement. Il existe par conséquent des responsables de cette sous-évaluation. La corruption est bien sûr présente.

#### Consultation sur le Modèle Economique

On ne peut prendre la décision de privatiser les entreprises de distribution de l'eau et de l'électricité sans l'aval de la population impliquée, d'autant plus quand le gouvernement élu a écarté la privatisation comme source de recettes destinées à couvrir le déficit public.

Pour que cette consultation soit un espace d'éducation et de décision, il est nécessaire que l'Etat, les entreprises privées et les usagers et consommateurs occupent l'espace et les médias de manière équitable, afin de faire connaître leurs propositions et pour qu'on ne parle pas uniquement de celles des entreprises privées. Les usagers et consommateurs doivent participer au débat et les diverses propositions de l'Etat doivent être débattues ouvertement.

Le principal obstacle à la continuation de l'extension de la fourniture en électricité est le niveau de revenus amoindri des couches les plus pauvres de la population, qui n'ont même pas accès au service, et cela ne peut être résolu par la privatisation. L'Etat dans tous les pays du monde a la responsabilité d'assurer la fourniture de services basiques aux pauvres, ce qui n'est pas garanti par la privatisation des services publics.

Quand ont commencé les privatisations au Pérou en 1991, les enquêtes montraient que plus des trois quarts de la population les appuyaient et en attendaient beaucoup. Aujourd'hui, les résultats sont inversés : le désenchantement de la majorité de la population à propos des privatisations est flagrant. La montée des prix, la dégradation de la qualité dans certains secteurs et l'exclusion des secteurs les plus pauvres, expliquent ce revirement d'opinion des usagers et consommateurs.

González de Olarte signale que la grande majorité des actifs de l'Etat ont été privatisés dans les secteurs de la finance, de la pêche et des télécommunications, mais que d'autres secteurs ont connu des privatisations : c'est le cas des mines à 90 %, des manufactures à 85,5 %, des hydrocarbures à 68 % de l'électricité à 68 %, et de l'agriculture à 35 %. Parallèlement, 225 processus de privatisation et / ou de concession ont été aboutis, générant 6,5 milliards de dollars de recettes pour le Trésor Public, venant s'ajouter aux 11,4 milliards de dollars d'investissements promis, dont la majeure partie ont été réalisés. Cependant, la situation du pays, des consommateurs et usagers ne s'est pas améliorée. Tout ne s'explique pas par la corruption. Le modèle économique constitue aussi un obstacle qui ne permet pas de sortir de la pauvreté ni de satisfaire les intérêts et attentes des consommateurs et usagers.

Article envoyé par Lino Cerna de ATTAC-ECHLA  
Contact pour cet article [echla@attac.org](mailto:echla@attac.org)

#### Dis-nous quelque chose de gauche !

Par Philippe Marlière (Secrétaire de la section de Londres du Parti socialiste, maître de conférences en science politique à l'université de Londres.)

#### Lugubre

Dans une scène d'Aprile de Nanni Moretti, le cinéaste regarde un débat télévisé qui oppose Massimo d'Alema, alors leader des Democratici di Sinistra (ex-PCI) et Silvio Berlusconi. Reconvertie en l'espace de dix ans en néo-crapule blairiste, l'ex-crapule stalinienne balbutie quelques propos incompréhensibles et répond mollement au représentant de la droite dure. Il Cavaliere est rayonnant, savourant déjà la mise à mort de cet adversaire de parodie. La caméra revient sur le visage de Moretti, livide, qui avant d'éteindre brusquement le téléviseur s'étrangle : «Mais, d'Alema, dis-nous quelque chose de gauche !»



attac

La tirade de Moretti m'est revenue à l'esprit récemment. Je me trouvais en France et visionnais «Comme un coup de tonnerre», un documentaire sur les «coulisses» de la campagne présidentielle de Lionel Jospin. C'était un soir d'août. Il pleuvait abondamment sur le nord de la France, un temps frisquet pour la saison. Un décor qui convenait parfaitement à l'atmosphère lugubre qui se dégage de ce film de bout en bout. On sait bien que la présence de la caméra ne prédispose guère au «parler-vrai» dont nous rebattent les oreilles les conseillers en communication politique. Mais tout de même, être mauvais à ce point, cela confine à l'auto-sabordage collectif, à un je m'en-foutisme généralisé proche de la faute professionnelle grave. Ah!, les bretelles Wall Street de Jospin, son parler PDG quand s'adressant à une secrétaire, il l'éconduit en lui susurrant «mon p'tit». Jospin essaye de blaguer en public. Il ne devrait pas se donner tant de mal, il n'a aucun humour. Au moins est-il sur ce plan l'égal de son collègue Blair, que les Britanniques trouvent «marginale plus spirituel que la reine Elizabeth».

Il fallait en effet se farcir, stoïquement, le personnage Droopy-Fabius énonçant quelques platitudes néolibérales sur un ton monocorde, le visage de DSK, (ostensiblement) grave comme un CAC 40 en chute libre, Moscovici, le servile rédacteur du programme «socialiste» et accessoirement cireur de pompes du blairisme dans les colonnes du très chic Financial Times, la mère pète-sec Aubry, battue à Lille, pour avoir cru pouvoir manager ses militants comme on dirige le petit personnel d'un magasin Darty. A l'occasion de l'une de ces réunions d'éléphants et autres éléphanteaux, une voix vient rompre le silence respectueux et tient des propos inconvenables. C'est Mauroy, le Gros Quinquin, «l'illettré du Nord» qui avance avec précaution : «Ne crois-tu pas, Lionel, que l'on pourrait parler un peu plus de l'ouvrier dans cette campagne ?...» DSK fixe le plafond, l'air encore plus grave (la tendance à la baisse du CAC 40 se confirme), Fabius affiche un sourire niais comme s'il venait d'entendre la vanne de l'année.

Et puis, il faut se coltiner les déclarations de Jospin aux grands messes télévisuelles du 20 heures : «mon programme n'est pas socialiste»; «j'ai péché par naïveté sur le plan de l'insécurité»; «Chirac est usé» (mais pas malhonnête ?...). Je n'avais donc pas rêvé : Jospin avait effectivement prononcé toutes ces âneries. C'est à ce moment là que je me suis souvenu de Moretti : «Jospin, dis-nous quelque chose de gauche !»...

Le 21 avril, au siège de campagne, quelques minutes après avoir pris connaissance des sondages sortis des urnes, Jospin sort de son bureau et embrasse «ses très chers camarades». Certains se calent une mine de pompe funèbre, d'autres ont carrément l'air de s'en foutre. Seul Jean-Luc Mélenchon apparaît sincèrement affecté. Jospin embrasse Gérard Filoche, un autre camarade de la Gauche socialiste. Le deuxième tour de l'élection présidentielle va opposer un fasciste à un délinquant de droit commun. Rideau.

#### Vision du monde

Les raisons de cette débâcle sont bien sûr multiples. Je crois pourtant que les errements jospiniens sont avant tout le reflet d'une profonde crise culturelle. Le PS a perdu les élections, s'est aliéné une large part de son électorat populaire car il ne sait pas où il va, car il ne croit plus à grand chose. S'il continue à se présenter comme «socialiste», il ne sait plus vraiment pourquoi. L'une des missions historiques de la gauche a été de mettre à nu la superstructure de l'adversaire conservateur et libéral, de refuser sa terminologie et ses références culturelles dans le débat politique. La gauche a pendant longtemps tenté d'imposer sa propre narration politique du social. Gagner les esprits agnostiques à la vision du monde socialiste a de fait été la condition préalable pour gouverner et réformer le capitalisme. Comment en effet les socialistes pourraient-ils s'attaquer aux dysfonctionnements de l'économie de marché, s'ils n'ont pas auparavant convaincu les électeurs que la cause de leurs problèmes étaient bien systémique, et non le fait de la malchance ou d'une mauvaise gestion ?

Avant de sombrer dans le national-bonapartisme, Chevènement anima au PS un courant marxiste et tiers-mondiste (donc anti-étatsunien). Dans le PS post-1971, à l'exception de deux ou trois camarades un peu excentriques, personne n'avait lu Marx. Pourtant, un sorte de marxisme culturel constituait la doxa partisane et surtout fournissait à tous – de Rocard à Chevènement -- une langue commune pour communiquer et... s'opposer. Dans les années 70-80, Lionel Jospin a été l'un des représentants le plus intéressants de cette mouvance réformiste radicale, c'est-à-dire essentiellement anti-capitaliste ou, à tout le moins, dans un rapport oppositionnel au capitalisme.

Depuis les années 90, le PS est devenu un conglomérat d'individus aux parcours de vie, aux intérêts et aspirations très hétérogènes. Cette nature «attrape-tout» n'est ni nouvelle, ni unique





attac

dans la social-démocratie européenne. Que le PS soit un parti bourgeois n'est guère une nouveauté non plus. Jaurès, Blum, Mollet et Mitterrand n'étaient pas vraiment des prolétaires. Les «sabras» d'Epinay non plus d'ailleurs. A partir des années 80, la bourgeoisie socialiste a qualitativement évolué : le pôle culturel (les professeurs, journalistes, avocats) a rétréci au profit d'un pôle économique (cadres sup, professions libérales, patrons, employés dans les nouvelles technologies). Les conséquences de ce bouleversement sont déjà tangibles au sein du PS. Les militants (en particulier en milieu urbain) sont essentiellement issus des professions libérales. Leurs opinions et les intérêts catégoriels qu'ils défendent sont le reflet de leur positionnement dans le champ social : ils sont «libéraux modérés» sur le plan économique («le marché, oui, mais le tout-marché, non») et «modérément libéraux» sur le plan culturel («le Pacs, oui, mais les mariages homos, non»). Politiquement vierges quand ils adhèrent au PS, non syndiqués pour la plupart (contrairement aux statuts du parti), ils sont porteurs de cette nouvelle culture socialiste droit-de-l'homme molle et inodore. Puisque le PS ne dispense aucune éducation politique à ses adhérents, le militant de base doit s'informer à l'extérieur du parti. C'est souvent dans la tendance «beauf-chic» du fast food médiatique que nombre de militants socialistes vont s'abreuver : sondages + BHL + Le Nouvel Obs = culture socialiste. Avouez au sein du PS que vous êtes un lecteur du Monde diplomatique, et l'on vous regarde comme si vous veniez de reconnaître que vous êtes un amateur invétéré de porno gonzo.

Partant, il existe bien une vague vision du monde socialiste, toujours surprenante, mais assez

cohérente : de nombreux militants voient en Bill Clinton un «grand homme de gauche», les Etats-Unis sont les «gardiens de nos libertés dans le monde», l'occupation israélienne de la Palestine est justifiée par les actes «terroristes» du Hamas, José Bové est un «excité à la recherche d'un coup de pub», l'association ATTAC «n'a pas les pieds sur terre», l'intégration européenne constitue un «rempart contre la déferlante néo-libérale», etc. Sans connaissance historique des conflits politiques majeurs, sans grille de lecture qui permettrait de décoder les rapports de force essentiels dans le champ social ou en matière de relations internationales, le militant socialiste nouveau répercute dans le parti une doxa néo-libérale tempérée que le PS prétend, en théorie, combattre.

Et pourtant, il existe encore des milliers de militants sympathiques et dévoués, y compris dans les instances dirigeantes (certes en nombre réduit). On y trouve même encore des gens de gauche, des «social – istes», c'est-à-dire des individus qui possèdent une conscience sociale fermement établie. Car comment est-il possible d'agir à gauche, en socialiste, de vouloir construire une société plus juste, qui réponde réellement aux besoins des salariés, des jeunes, des vieux, des pauvres, des immigrés, quand on ne parle pas la langue de ces catégories qui souffrent, qui doutent, qui luttent ?

Jospin, il aurait vraiment fallu nous dire quelque chose de gauche...

Londres, août 2002

(\*) [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org) est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.